

# Négociation à huis clos sur le nucléaire iranien

LE MONDE | 23.11.2013 à 10h05 • Mis à jour le 23.11.2013 à 10h32 | Par Yves-Michel Riols

Les négociations sur le nucléaire iranien se sont brusquement accélérées, vendredi 22 novembre en fin de soirée, avec l'annonce de l'arrivée inattendue à Genève des ministres des affaires étrangères des six pays (membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne) chargés de négocier avec l'Iran. Ces annonces ont immédiatement relancé les spéculations sur l'imminence d'un accord après trois jours d'entretiens opaques, dont il n'a rien filtré entre les grandes puissances et les Iraniens, sous la houlette de Catherine Ashton, la porte-parole de la diplomatie de l'Union européenne (UE).

Laurent Fabius, le chef de la diplomatie française, a été le premier à arriver sur place, samedi matin à 6 h 30. « *Je souhaite un accord solide et je suis là pour y travailler* », a-t-il brièvement déclaré avant de s'engouffrer dans l'hôtel Intercontinental, balayé par un vent d'hiver mordant. La tonalité mesurée de son propos fait penser que la France aborde les rencontres de la journée avec circonspection. Peu avant l'intervention de M. Fabius, une source française soulignait que les jeux n'étaient pas encore faits. « *C'est la dernière ligne droite mais les négociations précédentes nous ont appris la prudence* », a insisté ce diplomate.

Cette soudaine précipitation a été provoquée par Sergueï Lavrov, le ministre russe des affaires étrangères, qui a été le premier à dévoiler sa venue à Genève. Dans l'entourage de M<sup>me</sup> Ashton, on indique ne pas avoir été prévenu de cette décision, ce qui laisserait entendre que les Russes sont venus à la demande des Iraniens pour les soutenir dans des négociations.

## REBONDISSEMENT DE LA DERNIÈRE HEURE

Quoi qu'il en soit, le télescopage de cette arrivée inopinée de M. Lavrov à la veille d'une autre réunion, lundi à Genève, sur la Syrie, illustre le retour en force spectaculaire de la Russie sur le devant de la scène diplomatique, de l'Iran à la Syrie, en passant, aussi, cette semaine par l'Ukraine dont elle a bloqué le rapprochement avec l'UE.

Ce rebondissement de la dernière heure, alors que les négociations devaient se terminer vendredi, rappelle étrangement le scénario de la précédente rencontre, du 7 au 10 novembre. Là encore, les chefs de la diplomatie des grandes puissances ont accouru à la hâte à Genève, suscitant de fortes attentes. Mais la réunion s'est finalement achevée sur un constat de désaccord entre les Six et l'Iran. Malgré cette apparente similitude, les lignes ont cependant évolué entre ces deux rencontres.

Il y a dix jours, Laurent Fabius a bousculé l'ordre du jour, redoutant un compromis hâtif entre les Américains et les Iraniens. Il a alors rappelé la position de « *fermeté* » de la France et provoqué un tollé en exposant au grand jour les divergences entre les Six. C'était une façon, en creux, de dire que Paris jugeait que ses exigences

n'avaient pas été suffisamment prises en compte dans le document sur la table. De plus, relève un diplomate, ce coup d'éclat de M. Fabius s'est inscrit « *dans un contexte de profonde méfiance vis-à-vis de l'administration américaine depuis la volte-face d'Obama sur les frappes en Syrie* ». « *On ne sait plus où sont les Américains* », dit-il.

## « ACCORD INTÉRIMAIRE » DES SIX

Au terme d'incessantes rencontres, qui se sont terminées aux premières heures du dimanche 10 novembre, les Six sont finalement parvenus à une position commune, rejetée par l'Iran, qui a alors demandé un autre round de pourparlers. Cette fois-ci, c'est sur la base de cet « accord intérimaire » des Six, infléchi par la France, que les négociateurs travaillent depuis le 20 novembre, à Genève.

Dès la reprise des réunions, tout laissait penser que la France n'était désormais plus la seule à afficher une ligne de « *fermeté* », qui lui a valu d'avoir été accusée par l'Iran de faire capoter les dernières négociations. D'entrée de jeu, des diplomates américains ont fait comprendre que le contenu de l'accord recherché reprenait les priorités françaises. La première étape d'un accord, ont-ils souligné, devra couvrir l'ensemble des éléments concernant « *les capacités d'enrichissement d'uranium, les stocks existant et les procédures de vérifications* » des engagements pris par les Iraniens.

Ils ont mentionné les deux principales usines d'enrichissement de Natanz et de Fordow, ainsi que le réacteur à eau lourde d'Arak, destiné à produire du plutonium, l'autre matière fissile à partir de laquelle il est possible de fabriquer une bombe atomique. L'argumentaire ressemblait, point par point, aux « *exigences* » formulées par M. Fabius à la mi-novembre.

Les diplomates américains sont même allés plus loin en expliquant que tant que ces conditions ne figureront pas dans le « *point d'aboutissement* » de l'accord, il n'y aura pas, non plus, le déblocage d'une « *première étape* » qui pourrait conduire, pendant six mois, à un gel des activités d'enrichissement en Iran, en échange d'une levée « *limitée et réversible* » des sanctions. La satisfaction était perceptible, du côté français. « *Nous sommes partis sur des bases qui nous conviennent* », a constaté un proche du dossier.

## MÉFIANCE DES OCCIDENTAUX

Le lendemain, jeudi, les discussions sont entrées dans le vif du sujet en portant sur les paramètres d'un accord : obtenir la suspension de l'enrichissement de l'uranium iranien, en échange d'une levée partielle des sanctions imposées à l'Iran depuis 2006 par l'ONU. C'est le cœur de la négociation qui bute, depuis dix ans, sur la finalité de la production de l'uranium enrichi par l'Iran.

Pour l'instant, la seule centrale civile, celle de Bouchehr, est alimentée par de l'uranium enrichi à 3,5 %, fourni par la Russie. Mais celui-ci est livré sous forme de combustible, ce qui empêche son utilisation à des fins militaires. Pour faire fonctionner une telle centrale, l'Iran aurait besoin de 50 000 centrifugeuses, note un spécialiste. A ce stade, elle en dispose de 19 000. « *Le pays est sous-dimensionné*

*pour un programme civil et surdimensionné pour le programme de recherche médical auquel ces centrifugeuses sont officiellement destinées », souligne une source diplomatique.*

D'où la méfiance des Occidentaux lorsque Téhéran affirme que son programme nucléaire a un caractère purement civil. Reste à savoir si cette méfiance aura été suffisamment dissipée pour parvenir à un accord, au terme d'un nouveau marathon diplomatique.